

Je vous remercie de votre accueil. C'est avec plaisir que je prends aujourd'hui la parole devant vous, à l'occasion de la 78^e assemblée annuelle de votre association. À lui seul, ce chiffre est fort impressionnant et me rappelle l'importante contribution de votre industrie à la prospérité de notre pays.

Il y a quatre jours, les Canadiens ont tourné le dos à la réforme constitutionnelle. Je conclus de cette affirmation de la volonté populaire que la prospérité du Canada peut et doit être bâtie dans le présent cadre constitutionnel. Voilà précisément ce que nous faisons depuis 1984, date à laquelle le gouvernement fédéral a présenté son Programme de renouveau économique, et ce que nous continuerons de faire. Le programme est à la base de notre transformation réussie de l'économie stagnante du début des années 80, de notre plan pour préparer le Canada pour les années 90 et au-delà.

Souvenons-nous de certaines des mesures importantes que le gouvernement a prises dans le cadre de ce programme. Nous avons privatisé plus de 20 sociétés d'État et réduit notre bureaucratie. Nous avons fait en sorte que le taux de croissance des dépenses publiques soit inférieur au taux d'inflation, et changé un important déficit d'exploitation en un excédent, de sorte que malgré la faiblesse de l'économie, les recettes du gouvernement fédéral font plus que couvrir ses dépenses de programmes. Nous avons réformé l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe de vente.

Nous avons négocié un accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis, qui nous facilite l'accès à notre plus gros marché d'exportation. Nous avons récemment terminé les négociations qui ont débouché sur un accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et nous continuons à accorder la priorité absolue à la conclusion de l'Uruguay Round du l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Nous avons encouragé l'investissement étranger direct et instauré des stratégies de développement commercial énergiques. Le quart de tous nos emplois résultent du commerce et dépendent de notre capacité à soutenir la concurrence intense d'un marché mondial de plus en plus intégré, ce qui explique pourquoi le gouvernement s'est attaché avant tout à promouvoir la compétitivité commerciale du Canada.

Son programme a entraîné à cet égard de grands avantages pour notre pays, mais aucune partie prenante ne peut à elle seule assurer la prospérité des Canadiens. Pour maintenir notre niveau de vie élevé, nous devons accroître la collaboration entre les gouvernements et entre tous les autres secteurs de la société. Il nous faudra avant tout maintenir l'audace, l'esprit d'innovation et la compétence de notre secteur des exportations, qui nous a valu un chiffre mensuel record de 10 milliards de